

**Assemblée générale**

Distr. générale  
24 septembre 2004  
Français  
Original: espagnol

---

**Cinquante-neuvième session**

Points 105 et 148 de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme****Mesures visant à éliminer le terrorisme international****Lettre datée du 21 septembre 2004, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre relative à la grâce accordée par M<sup>me</sup> Mireya Moscoso, ex-Présidente de la République du Panama, dont le mandat est arrivé à expiration le 1<sup>er</sup> septembre, à quatre terroristes internationaux bien connus, d'origine cubaine, auteurs d'innombrables actes terroristes contre le peuple cubain.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale au titre des points 105 et 148 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Orlando **Requeijo Gual**

## **Annexe à la lettre datée du 21 septembre 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer des graves faits survenus le 25 août 2004 dernier à propos de la grâce accordée par M<sup>me</sup> Mireya Moscoso, ex-Présidente de la République du Panama, dont le mandat s'est achevé le 1<sup>er</sup> septembre, à quatre terroristes internationaux bien connus, d'origine cubaine, auteurs d'innombrables actes terroristes contre le peuple cubain, arrêtés en novembre 2000 à Panama et jugés dans ce pays pour avoir voulu attenter à la vie du Président Fidel Castro. Cet attentat aurait été perpétré à l'aide de dizaines de kilogrammes d'explosifs de forte puissance à l'occasion d'une rencontre que la délégation cubaine au dixième Sommet ibéro-américain devait avoir à l'auditorium de l'Université de Panama avec des étudiants, travailleurs et autochtones de ce pays.

Le décret gracieux les terroristes que sont Luis Faustino Clemente Posada Carriles, Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez, entraînés par la Central Intelligence Agency (CIA) et utilisés directement ou indirectement par les gouvernements des États-Unis pour mener des actions terroristes contre Cuba pendant plus d'une quarantaine d'années a été signé par M<sup>me</sup> Moscoso.

Le lourd casier judiciaire de ces terroristes regorge de crimes contre le peuple cubain, comme l'attestent amplement divers documents officiels de l'Organisation des Nations Unies (voir S/2004/753, appendice I).

Cette grâce est intervenue en dépit d'avertissements répétés du Gouvernement de la République de Cuba au sujet de l'importance de faire triompher la justice et de combattre l'impunité, et des demandes réitérées dans ce sens par les parents cubains des victimes d'actes terroristes commis par ces criminels et par d'importants secteurs de la population panaméenne.

L'histoire de l'impunité dont jouissent actuellement ces terroristes remonte au 10 avril 2001, date à laquelle la Présidente du Panama a elle-même, par les décrets 58, 59, 60 et 61, rejeté la demande, pourtant juste et fondée, d'extradition des quatre terroristes présentée le 12 janvier de la même année par le Gouvernement cubain, conformément à toutes les formalités qu'imposent en l'espèce la législation panaméenne et les instruments internationaux en vigueur.

Par son action, M<sup>me</sup> Moscoso a discrédité et ridiculisé les déclarations faites le 15 juillet 2004 par son Ministre des affaires étrangères qui, selon le communiqué n° 100 publié par le Ministère des affaires étrangères du Panama, avait réitéré que « Posada Carriles et ses complices ont été jugés et condamnés et purgeront les peines qui leur ont été infligées ».

Comme on s'en souviendra, Luis Posada Carriles et Gaspar Jiménez Escobedo ont été condamnés à huit ans de privation de liberté, et Pedro Remón et Guillermo Novo Sampoll à sept ans, sentences contre lesquelles se sont pourvus les avocats qui représentent les organisations ouvrières, étudiantes et autochtones panaméennes, car elles ne correspondent pas à la gravité du crime et la procédure elle-même a été entachée d'irrégularités.

La Présidente Moscoso a beau soutenir avoir agi pour des raisons d'ordre humanitaire, on sait pertinemment que l'explication réelle d'une décision aussi honteuse n'est pas là.

La mise en liberté des quatre terroristes avait été exigée avec insistance de l'ex-Présidente Moscoso par la mafia terroriste d'origine cubaine de Miami et les chefs des bandes de terroristes qui opèrent de là-bas en toute impunité contre le peuple cubain. Les médias font état d'une généreuse récompense monétaire offerte à M<sup>me</sup> Moscoso pour prix de sa décision immorale.

Par ailleurs, le Secrétaire d'État des États-Unis lui avait demandé, lors de sa visite au Panama à l'occasion du centenaire de la République, que les quatre terroristes soient remis en liberté à l'issue de leur procès. Ainsi donc, l'ex-Présidente panaméenne aura par sa décision rendu un signalé service à l'administration du Président George W. Bush qui cherche à se faire réélire grâce au soutien des groupes extrémistes et violents d'origine cubaine basés en Floride.

En prenant le parti du terrorisme contre Cuba et en protégeant des criminels convaincus et déclarés, l'ex-Présidente Moscoso s'est non seulement comportée de manière indigne, mais l'a également fait en violation flagrante de la législation panaméenne même.

Enrayer la procédure judiciaire engagée contre lesdits terroristes alors qu'elle se trouvait au stade de l'appel, et empêcher la justice de se prononcer de manière définitive dans une affaire aussi délicate, constitue un affront au peuple cubain, aux victimes des crimes perpétrés par ces individus, au peuple panaméen et à tous ceux qui, à travers le monde, luttent dignement contre le terrorisme.

Libérer ces terroristes au moment où la communauté internationale s'emploie à combattre le terrorisme international constitue également un acte immoral et relève d'une grave irresponsabilité.

Cuba a déjà clairement indiqué que l'histoire attribuera à l'ex-Présidente Moscoso et à son gouvernement la responsabilité et les conséquences de cette décision qui va non seulement à l'encontre des efforts à déployer au niveau international pour bien écarter toute menace d'acte terroriste mais aussi des obligations contractées à cet égard par la République du Panama, notamment dans le cadre de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU le 15 décembre 1997 et dont la République du Panama est un État partie.

La République de Cuba a décidé de rompre indéfiniment ses relations diplomatiques avec la République du Panama, un État qui s'est montré incapable d'éviter l'acte monstrueux perpétré contre le peuple cubain.

Tout en condamnant avec la dernière fermeté les actes, méthodes et pratiques terroristes sous toutes leurs formes et manifestations, où que ce soit et par qui que ce soit, Cuba espère que la communauté internationale ne restera pas impassible devant cette action qui encourage le terrorisme et récompense ses auteurs.

Une biographie sommaire contenant certains antécédents terroristes des individus graciés par M<sup>me</sup> Mireya Moscoso, ex-Présidente du Panama, dont le mandat est arrivé à expiration le 1<sup>er</sup> septembre 2004, figure dans le document S/2004/753.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire général, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Felipe Pérez Roque